

**Arrêté n° 2025/ICPE/243 portant levée de la mise en demeure
2021/ICPE/050 du 17 mars 2021
Société LE BIANNIC à Saint Herblain**

LE PRÉFET DE LA LOIRE-ATLANTIQUE

Chevalier de la Légion d'honneur,
Officier de l'ordre national du Mérite

Vu le Code de l'environnement ;

Vu l'arrêté ministériel du 6 juin 2018 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations de transit, regroupement, tri ou préparation en vue de la réutilisation de déchets relevant du régime de l'enregistrement au titre de la rubrique n° 2711 (déchets d'équipements électriques et électroniques), 2713 (métaux ou déchets de métaux non dangereux, alliage de métaux ou déchets d'alliage de métaux non dangereux), 2714 (déchets non dangereux de papiers, cartons, plastiques, caoutchouc, textiles, bois) ou 2716 (déchets non dangereux non inertes) de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement ;

Vu l'arrêté préfectoral d'autorisation N° 91/ENV/39 délivré le 30 août 1991 à la société LE BIANNIC pour l'exploitation d'une installation de transit, regroupement et tri de déchet de métaux et de batteries sur le territoire de la commune de Saint-Herblain à l'adresse suivante concernant notamment les rubriques 2713 et 2718 de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement ;

Vu l'arrêté préfectoral N° 2009/ICPE/021 délivré le 2 mars 2009 à la société LE BIANNIC modifiant l'arrêté préfectoral d'autorisation N° 91/ENV/39 ;

Vu le rapport de l'inspecteur de l'environnement transmis à l'exploitant par courrier en date du 05 février 2021 conformément aux articles L. 171-6 et L. 514-5 du code de l'environnement

Vu l'arrêté préfectoral de mise en demeure n°2024/ICPE/050 en date du 17 mars 2021 ;

Vu le rapport de l'inspection de la direction régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement des Pays de la Loire du 27 juin 2025, constatant que la société LE BIANNIC s'est conformée aux dispositions de l'arrêté de mise en demeure susvisés ;

CONSIDÉRANT en conséquence, que la mise en demeure prononcée par l'arrêté préfectoral du 17 mars 2021 susvisé peut être levée ;

ARRETE

Article 1 : L'arrêté préfectoral n° 2024/ICPE/050 du 17 mars 2021, par lesquels la Société LE BIANNIC, sise 2, rue Robert Schuman sur la commune de Saint Herblain a été mise en demeure de respecter les prescriptions réglementaires applicables à l'activité des installations qu'elle exploite sur la commune de Saint Herblain est abrogé.

Article 2 : La présente décision est soumise à un contentieux de pleine juridiction.
Elle peut faire l'objet, par l'exploitant :

- d'un recours administratif (gracieux auprès de son auteur ou hiérarchique auprès du Ministre chargé de l'environnement - 246 boulevard Saint-Germain, 75 007 Paris), dans un délai de deux mois à compter de sa notification. L'exercice d'un recours gracieux ou d'un recours hiérarchique suspend le délai du recours contentieux ;
- d'un recours contentieux devant le Tribunal administratif de Nantes (6 allée de l'Ile-Gloriette – 44041 Nantes Cedex), soit directement dans le délai de deux mois à compter de sa notification, soit suivant le rejet d'un recours gracieux ou hiérarchique, issu de la notification d'une décision expresse ou par la formation d'une décision implicite née d'un silence gardé deux mois par l'administration.

La juridiction administrative compétente peut aussi être saisie par l'application Télérecours citoyen accessible à partir du site www.telerecours.fr

Article 3 : La présente décision sera notifiée à l'exploitant et fera l'objet d'une parution sur le site internet de la préfecture.

Article 4 : La secrétaire générale de la préfecture de la Loire-Atlantique, la directrice régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement des Pays de la Loire, le maire de la commune de Saint Herblain, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Nantes, le 3 juillet 2025

Le PRÉFET,
Pour le Préfet et par délégation,
la secrétaire générale


Dominique YANI